

La Gazette

des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3263 - Mercredi 24 Octobre 2018 - Prix : 200 Fc

CRISE POLITIQUE

Le gouverneur de Ngazidja condamne la mise en résidence surveillée de Salami



Hassane Hamadi gouverneur de Ngazidja s'explique

CRISE À ANJOUAN

Sept chefs d'inculpations retenus contre les "rebelles"

LIRE PAGE 3

La Gazette des Comores

Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

Nos vives et chaleureuses félicitations à Mohamed Youssouf, rédacteur en chef de La Gazette des Comores, et à sa femme pour la naissance de leur enfant, Wadjid. L'ensemble de la rédaction souhaite à sa famille ses meilleurs vœux et une longue vie de quiétude au nouveau-né.

La rédaction.

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

MÉTÉO

Les rafales de vent endommagent le matériel de la Ma-Mwe

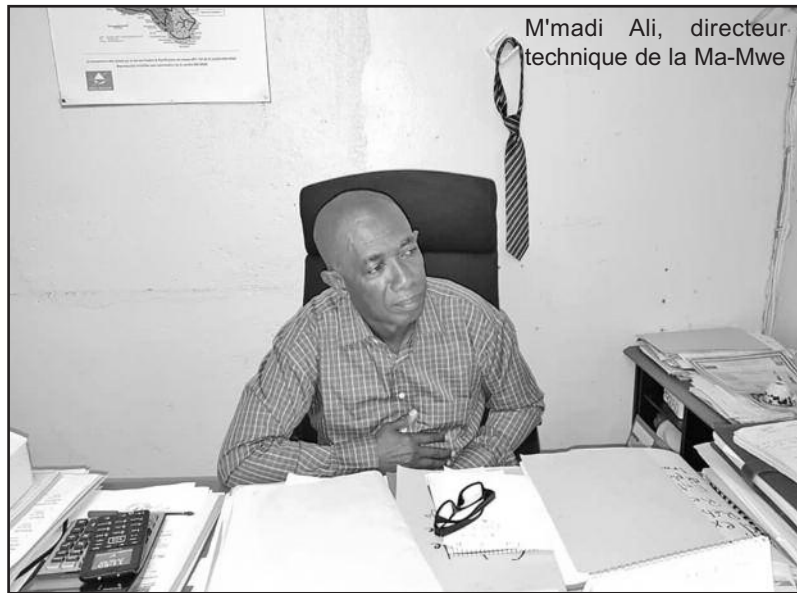
Les fortes ravales de vent enregistrées aux Comores depuis 3 jours seraient à l'origine des coupures de courant observées dans le pays. C'est ce qu'a affirmé devant la presse, M'madi Ali, directeur technique de la Ma-Mwe, la société d'Eau et de l'Electricité des Comores qui déplore plusieurs dégâts matériels.

Depuis 3 jours, des bourrasques de vent provoquent des coupures de courant sur une partie du territoire. La Ma-Mwe, en la personne de son directeur technique, déplore des dégâts matériels importants: « Des fils, des poteaux et des transformateurs ont été endommagés par les arbres, renversés par le vent. Les armateurs qui amènent les isolateurs et les fils

qui se trouvent à Kafouni également, mais on les a changés hier », explique M'madi Ali, directeur technique de la Ma-Mwe.

Des dégâts qui concernent surtout la zone sud de l'île. « Dans le départ 3, qui commence à la centrale de Voidjou jusqu'à Wellah, Sambabodonni, Dzahani Tsidje, en passant par Mdé jusqu'à Mohoro, il y a des poteaux, des fils et des isolateurs endommagés ». Même constat pour la zone 2 allant de Voidjou à Mitsamihuli, en passant par Itsoundzou, Koimbani, Chomoni, Dimani jusqu'à Domba.

Des agents de la Ma-mwé sont sur place et travaillent d'arrachepied pour rétablir la situation au plus vite, à l'en croire. Pour ce qui est des deux centrales, rien à signaler. Mais pour l'heure, impossible de



rétablir l'électricité « à cause des transformateurs, vu les vents violents... », regrette M'madi Ali. «

Nos techniciens de la zone sud qui se trouvent à Foubouni nous ont informé hier soir, que le risque était trop élevé... », explique-t-il.

A Moroni, la centrale d'Itsamouni est opérationnelle et couvrirait la moitié du départ 1 allant de la Ma-mwe à Club des Amis. « La centrale d'Itsamouni est capable de fournir de la lumière à la ville tout entière jusqu'à Voidjou. Mais hier soir, vu la force du vent, on a été contraint de balancer le courant dans la zone allant de Moroni sud à Iconi ». Aux alentours de 23h00 dans la nuit de lundi à mardi, les rafales de vent ont contraintes la société à fractionner leur distribution en électricité dans les zones de l'île. « Il y a des régions et des zones qui n'étaient donc pas éclairées ». La Ma-Mwe assure faire le nécessaire pour "sortir le pays du noir", et cela dans les plus brefs délais.

Nassuf Ben Amad (Stagiaire)

DEUXIÈME ÉDITION DU FORUM DES MÉTIERS

Mettre l'accent sur les formations techniques



Participants au forum des métiers

Après Mohéli et Anjouan, le forum des métiers s'installe à Ngazidja. Un événement qui a réuni élèves des différentes écoles privées et publiques de la place, et étudiants des différents sites de l'Université des Comores. L'occasion pour l'ambassadrice de France en Union des Comores, Jacqueline Bassa-Mazzoni, de réitérer le soutien de la France à l'appui de l'éducation comorienne.

Mettre l'accent sur les formations techniques, professionnelles et informatiques est le message de Jacqueline Bassa-Mazzoni lors de la 2ème édition du Forum des métiers. La représentante de la France à Moroni regrette que les Comores n'aient pas la main d'œuvre compétente favorable au développement de l'économie comorienne. A cet effet, elle dira que l'Université des Comores ne doit pas être « une machine à for-

mer des chômeurs ». « On doit accompagner les jeunes, les universitaires, certes, mais on doit aussi les inviter à s'orienter de façon réaliste vers les métiers dont l'économie comorienne a besoin et qui manquent ici cruellement », lance-t-elle.

« Ce que je souhaitais dire, c'est que l'Université ne doit pas être une machine à former des chômeurs », a-t-elle poursuivi. Pour la diplomate française, ce problème touche aussi la France qui essaie par tous les moyens de changer la donne. Dans son allocution, elle dira la nécessité de renforcer les filières professionnalisantes, scientifiques, techniques et technologiques au cours des études supérieures. « Vous avez un pays avec un potentiel énorme qui ne demande qu'à être développé et on ne compte que sur votre jeunesse pour l'accompagner ».

L'Ambassadrice regrette que les entreprises comoriennes et/ou étrangères sur place partent à l'extérieur pour embaucher malgré un taux de

chômage accru sur le territoire national. Raison pour laquelle la France et les Comores se doivent de travailler en harmonie, sans tabou ni dogmatisme, et être pragmatique pour répondre à la jeunesse comorienne et à ses aspirations. « Il ne faut rien négliger dans le système éducatif, y compris dans l'enseignement supérieur. Les métiers culturels également ne doivent pas être négligés, les métiers de l'agriculture et de la pêche qui sont les premiers secteurs d'emplois du pays », a insisté la représentante de la France à Moroni. Said Mohamed Nouridine-Mlanao, conseiller technique de France Alumni, a déclaré que l'enseignement était la base de tout développement. « La France s'est engagée à investir dans une bonne éducation, nous devons en profiter », a conclu Nouridine-Mlanao.

A.O Yazid

HABARI ZA UDUNGA

L'art de multiplier les problèmes

Tout le monde s'accorde à dire que la stabilité et la paix civile sont les conditions sine qua none pour attirer les investisseurs dans les îles de la lune or à y regarder de près, on ne sent pas beaucoup de volonté de part et d'autre pour créer ces conditions. Ceci soulève bien des questions sur le sens que certains donnent à l'engagement politique.

Il est temps d'admettre que notre pays est dans une situation qui exige que tous ses enfants prennent la mesure de leurs déchirements. Pour une très large part, l'état dans lequel se trouve le pays trouve son origine dans notre absence de mauvaise conscience. C'est cette dernière qui en principe amène les hommes et les femmes à s'interroger sur la conséquence de leurs actes et en tirer des leçons.

Le drame est qu'il existe un vide politique, qui laisse à l'Etat la latitude de vivre au dessus de ses moyens. Le parlement se complait dans des prérogatives inutiles et ne se donne pas les moyens de jouer son rôle, de contrôle de l'action gouvernementale. Or, il faut définir très concrètement les domaines de compétence du parlement de façon à faciliter des relations qui rentrent dans le cadre normal d'une démocratie véritable.

Dans les îles de la lune, il n'a jamais été facile pour quiconque de tracer une vision à long terme qui puisse guider le pays. De tous temps, le microcosme politique et les citoyens se sont toujours laissés guider par les événements. Nous avons toujours excellé dans l'art de

multiplier les problèmes, de raser les murs, de fuir les difficultés, de parler pour ne rien dire, d'ignorer les réalités, bref nous sommes passés maîtres des futilités.

Il ne faut pas être un très grand clerc, grand politologue ou versé dans la lecture des boules de cristal pour savoir que dans le pays on manque énormément de repères pour se guider dans la dédale des déclarations tant du régime que de l'opposition ou pour être précis de la cohorte des multiples courants et tendances qui les composent. Dans les îles de la lune comme un peu partout en Afrique, la notion d'opposant est quelque peu élastique dans la mesure où il est difficile où il est difficile de mettre un contenu cohérent à l'intérieur du concept.

Nous écrivons souvent dans que dans notre pays le sens pratique, le pragmatisme et la recherche de l'efficacité sont des notions abstraites. Nous nous contentons de nous enfermer dans un monde clos où tout est conditionné aux seuls rapports sociaux entre individus, familles et autres lignages. Nous avons le plus grand mal à nous projeter vers des horizons nouveaux, vers un élargissement de notre vision de l'avenir.

Le temps est venu pour nous d'admettre là où nous avons failli et d'ouvrir le débat à des nouvelles approches pour un développement au service des plus pauvres de nos concitoyens. Si nous en avons à cœur cela, les moyens pour y arriver ne nous ferons pas défaut.

Mmagaza

CRISE POLITIQUE

Le gouverneur de Ngazidja condamne la mise en résidence surveillée de Salami

Le gouverneur de l'île de Ngazidja condamne avec fermeté la mise en résidence surveillée du chef de l'exécutif de Ndzuani. Selon lui, une telle procédure n'est que l'aboutissement de cette logique de suppression de l'autonomie des îles. Il condamne les actes de violences qu'a subi la population de Mutsamudu et présente ses condoléances aux familles endeuillées.

Le premier magistrat de l'île de Ngazidja n'a pas pour habitude de faire des déclarations. Mais son silence de ces derniers jours en a étonné plus d'un au vu de l'actualité sociopolitique.

Hassani Hamadi a convié la presse hier en fin d'après midi pour faire un tour d'horizon sur les événements qui se sont déroulés à Mutsamudu et qui ont conduit à la mise en résidence surveillée du gouverneur Salami Abdou. Hassani Hamadi demande sa libération «inconditionnelle» en attendant que la justice fasse son travail en «toute indépendance».

Dr Salami Abdou a le droit de bénéficier, comme tout citoyen, de la présomption d'innocence, lit-on dans un communiqué de presse de ce mardi. Depuis la tenue du référendum controversé du 30 juillet dernier, le pays connaît un climat politique instable. Des leaders politiques, des écrivains et des civils

sont emprisonnés. Hassani Hamadi se dit particulièrement «préoccupé par la situation politique actuelle» caractérisée selon lui par «la suppression des libertés fondamentales, des arrestations arbitraires ainsi que la déstabilisation des institutions insulaires».

Le référendum est le résultat des Assises Nationales que ce même Hassani Hamadi a soutenu. Et pourtant il déclare qu'en aucun cas, il ne va écarter son mandat pour des élections anticipées. «Les wanzidja m'ont élu pour 5 ans, il n'est pas question que je fasse autrement». Pas d'élections présidentielles non plus avant 2021. A l'en croire, il a participé aux Assises en espérant

que ce serait un point de départ pour un vrai changement. Mais il a constaté que ces dernières prenaient une toute autre forme. Pourtant il n'avait toujours pas pris ses distances ni avec la Mouvance ni avec Azali.

Contrairement aux deux autres Gouverneurs, de Mwali et Anjouan, celui de Ngazidja n'a pas fait un choix entre opposition et Mouvance présidentielle. Mais ses convictions s'apparentent beaucoup plus à celles de l'opposition. En effet, il rejette le référendum de juillet dernier et demande le rétablissement de l'ordre constitutionnel. L'on se rappelle de sa sortie spectaculaire avec le vice président Djaffar Ahmed Said Hassane au palais de Mrodjou.

Hassani Hamadi n'a tout de même pas rejoint l'opposition. Plutôt, il a créé le mouvement Amani ya Comores qui «œuvre pour la paix».

Pour revenir aux affrontements qui ont eu lieu à Anjouan, le gouverneur de Ngazidja affirme que c'est le résultat du non respect des institutions ; donc des accords de Fomboni, qui préconisent un règlement des différends par le dialogue et non par les armes. Hassani Hamadi enfin, demande à ce qu'un dialogue inter-comoriens soit organisé en présence de la communauté internationale.

Binti Mhadjou

CRISE À ANJOUAN

Sept chefs d'inculpations retenus contre les "rebelles"

Le procureur de la République s'est exprimé devant la presse hier suite aux événements marquants qui ont eu lieu à Anjouan. Pour Mohamed Abdou, commissaire du Gouvernement auprès de la cour de sûreté de l'Etat, la justice retiendra sept chefs d'inculpation contre les assaillants de la Médina dont port d'armes illégaux, trouble à l'ordre public, meurtre, coups et blessures volontaires, entrave à la circulation et incitation à la violence. Une enquête préliminaire qui, à l'ouverture de l'information judiciaire, pourrait révéler d'autres chefs d'inculpations.

"Lundi 15 octobre dernier, des assaillants ont pris d'assaut la ville de Mutsamudu", a lancé le procureur de la République et haut-commissaire du Gouvernement auprès de la cour de sûreté de l'Etat devant la presse. Des actes graves qui ont poussé à la déstabilisation du pays notamment en portant atteinte à la sécurité nationale. Se promettant de ne pas revenir sur les faits «terroristes», le procureur de la République a dit qu'actuellement, six personnes dont le Gouverneur de l'Île d'Anjouan et le secrétaire général du Gouvernorat d'Anjouan ont été interpellées. Quatre parmi eux ont été placés en garde à vue par les forces de l'ordre.

«Actuellement, nous avons quatre civils placés en garde à vue. Il y'a aussi des autorités soupçonnées d'être les commanditaires dont le Gouverneur Salami mais il est sécurisé dans sa résidence», a déclaré Mohamed Abdou. L'évolution de l'enquête devrait pousser les autorités compétentes à prendre les mesures appropriées. «Nous avons trouvé des preuves qui confirment ce qui devait être organisé à Anjouan. Nous avons saisi trois Kalashnikovs AK47, 599 cartouches, six obus, des munitions d'une arme de 29mm, des charges explosives, des détonateurs et les cordons», détaille le procureur de la République qui laisse entendre que les insurgés ont voulu "miner les ponts aux alentours de la vieille ville" pour empêcher l'inter-

vention des forces de l'ordre.

Des sanctions sont nécessaires. «En tant que commissaire du Gouvernement, j'affirme que le

Gouverneur d'Anjouan a pris part, si ce n'est pas lui qui a commandité, à ces actes», affirme Mohamed Abdou qui précise que Salami sera



Mohamed Abdou procureur de la république devant la presse

jugé comme les textes le stipulent. Malgré qu'il soit un élu de la Nation, le procureur dira de lui qu'«il n'a pas d'immunité diplomatique». Mohamed Abdou invite les «juristes» à lire la constitution et la loi fondamentale de l'Île d'Anjouan, ajoutant que ce jugement est nécessaire «d'autant plus qu'il est pris en flagrant délit».

Devant la presse, le procureur de la République qui s'exprimait en tant que haut-commissaire du Gouvernement auprès de la cour de sûreté de l'Etat, a affirmé que«ces assaillants seront déférés devant un juge d'instruction de la cour de sûreté de l'Etat» donc sous les ordres du haut-commissaire à Anjouan. Pour finir, le procureur a rappelé que les événements qui ont lieu à Anjouan du 15 au 20 octobre dernier ont fait deux morts, originaires de Sima, et quatre blessés dont deux militaires

et deux civils, tous "hors de danger". Le Procureur de la République explique qu'il s'agit d'infractions et de crimes qui sont connexes, raisons pour lesquelles l'intervention de la cour de sûreté de l'Etat est nécessaire.

«J'ai une double fonction. Je suis commissaire du Gouvernement auprès d'une cour spéciale qui est celle de la sûreté de l'Etat donc je suis compétent sur tout le territoire national», a-t-il expliqué. Pour finir, Mohamed Abdou a fait savoir que tout ce qui doit être jugé par cette cour «spéciale» relève de ses compétences. Il laisse entendre qu'il s'agit là de faits portant atteintes à la stabilité et la sécurité du pays et non d'un simple crime qui a lieu sur une île.

A.O Yazid

CRISE À ANJOUAN

Le chef de l'Etat s'est rendu dans la médina

Une semaine après les événements de Mutsamudu, caractérisés par des échanges de tirs entre forces de l'ordre et civils armés, Azali Assoumani s'est rendu hier sur place. Le chef de l'Etat a rendu un vibrant hommage à la population comorienne en général, et de Mutsamudu en particulier.

Le Président de la République s'est rendu à Mutsamudu. Une visite qui fait suite aux événements qui ont secoué la capitale anjouanaise la semaine dernière. Arrivé lundi après-midi, Azali Assoumani s'est félicité du retour à la normale à Mutsamudu, particulièrement dans la médina théâtre des échanges de tirs. Azali Assoumani se dit déterminé à protéger tous les Comoriens et les institutions de la République.

«Je suis venu constater personnellement, la situation», dira-t-il devant la presse. Prônant la paix et la stabilité, «deux piliers essentiels

» pour le développement d'un pays, le chef de l'Etat se dira inflexible sur ces points: «Tant que je serai là, je ne pardonnerai jamais qu'elles soient mises en cause». Bien que le calme soit revenu à Anjouan, la situation reste elle, tendue. Le gouverneur de l'île, Salami Abdou, a été placé «en sécurité» à son domicile. Il est accusé d'être de connivence avec les présumés «insurgé» toujours en cavale.

Sur place, le chef de l'Etat a rencontré les représentants des partis politiques, la société civile, les membres du corps judiciaire et les forces de l'ordre. Azali Assoumani se réjouit de constater que la vie reprend son cours à Anjouan. Rappelons que dans la nuit du dimanche au lundi de la semaine dernière, une manifestation censée être «pacifique» pour reprendre les propos du gouverneur de l'île Salami Abdou, s'est subitement transformée en une insurrection



armée.

Des «insurgé» se sont emparés du mouvement. Les forces de l'ordre sont intervenues et s'en sont suivis 6 jours d'échanges de tirs et de tension dans la médina où s'étaient retranchés les civils armés dont aucun n'a été à ce jour physiquement appréhendé. Une situation qui avait tenu l'ensemble du pays en

haleine avant la délivrance le week-end dernier. Le déplacement du chef de l'Etat serait-il un signe que la crise est désormais derrière nous ? L'enquête judiciaire ouverte permettra-t-elle d'élucider les tenants et les aboutissants de ce nouvel imbroglio politico-militaire ?

Ibnou M. Abdou



Youssouf Archak alias 2jeez

Présent sur la scène Rap depuis 2006, l'artiste 2JEEZ met fin à sa carrière pour s'engager pleinement dans sa vie d'enseignant. Dans un entretien exclusif à La Gazette des Comores et HZK-Presse, le rappeur dit ne rien regretter et se félicite d'avoir su allier études et passion. Avec son master 2 en Didactique et linguistique, Youssouf s'engage dans une nouvelle vie. « Parfois, il faut savoir dire stop. Dire j'arrête telle activité

pour mieux commencer une autre. Moi je décide de dire: stop, j'arrête le rap ».

2JEEZ, Youssouf Archak de son vrai nom, quitte la scène musicale. Ce natif de Mitsoudje dit ne rien regretter de sa parenthèse musicale qui lui a apporté « le partage, l'écriture, le lyrisme et la popularité ». « Je l'ai fait pour le plaisir. Je ne voulais pas jouer au foot comme Konet, ni jouer à la guitare comme

CULTURE HIP-HOP

2JEEZ : "J'arrête le rap..."

Zaide ni faire du slam comme Nawiya ou dessiner comme Lynx non... juste rapper... Remplir la grande place festive de Mitsoudje était un rêve qui s'est réalisé, 2 fois. Je ne visais pas loin, juste être respecté. Et c'est fait... », s'en est-il réjoui.

Entre Rap et études Major de promotion en Lettres Modernes Françaises en 2014 à l'Udc, Youssouf Archak n'a aucun regret. Après sa licence à l'Université des Comores, le jeune artiste s'est rendu à Tamatave, Madagascar et a décroché un Master 2 en Didactique et linguistique à l'Université Barikadimy. « Quand tu reviens avec un Master dans un tel domaine, dans d'autres pays tu peux être à cheval entre ta carrière d'artiste rappeur et une carrière professionnelle », a-t-il souligné. « Mais ne nous voilons pas la face, on a beau se dire émergent, on est submergé par nos mentalités mesquines et notre culture archaïque ».

Amer, il regrette que depuis son

retour au pays et malgré ses efforts, il n'ait pas réussi à signer un contrat professionnel. Des difficultés qu'il pense dû à sa carrière et à sa réputation de rappeur. Un héritage lourd qui aujourd'hui, l'handicape. Pourtant, « je suis de ceux qui ont montré que musique et études pouvaient aller ensemble sans que l'un l'emporte sur l'autre ». Deux ans après la sortie de la mixtape "Yashi Hangou", le succès est au rendez-vous. Les titres "Yeindah", "Ndé Maeinsha", "Ri Lemewa", "Ngamoinzo" ou encore "Allo Maman" ont leur public. "Ça fait plaisir", se réjouit cet ancien membre du Gang Swagg qui dit passer le flambeau à ses "CS Mitsoudje GanG".

6 ans de scène

Après 6 ans sur la scène Rap, il sera difficile pour Youssouf de ne plus écrire. « Peut être qu'un jour, je vous donnerai un truc inattendu », dira-t-il, mystérieux. Un dernier pro-

jet est en cours. Un featuring avec Moimtsa Pewu, un autre rappeur. Avec un seul clip, une mixtape solo, une mixtape "Gang Swagg" avec le rappeur Chucky MistaRes, le jeune 2JEEZ se félicite d'avoir su laisser son empreinte sur la scène hip hop comorienne. « J'ai réussi le pari. De Mapvakane à ici, le chemin a été long mais je suis monté sur deux chevaux tel Achille. Guerrier, je n'ai rien lâché. Mais à l'arrivée, je dois lâcher le cheval noir car il empêche au blanc d'avancer », lâche-t-il, poète. Youssouf veut prouver qu'il peut être enseignant et bon dans ce qu'il a appris, si on lui en donne la chance. « Je suis capable de le faire car c'est ce que j'ai toujours voulu faire. J'ai enseigné pendant 1 an à l'Alliance Française de Tamatave ». A tous ses fans, il aura un dernier mot: « Je reprends la veste de Youssouf Archak tout en laissant celle de 2JEEZ au chaud ».

A.O Yazid

DANSE

"Ntso Uziine", le festival qui invite à danser

Le festival "Ntso Uziine" revient. Pour cette deuxième édition, le chorégraphe Salim Mzé Hamadi alias Seush de la compagnie Tché-Za promet de mettre l'accent sur la valorisation des métiers de l'art et de la culture. Du 01 au 04 novembre, plusieurs artistes, de différentes nationalités,

investiront la scène comorienne et les quartiers de la capitale pour faire découvrir, l'art de la danse.

Dans une interview accordée à La Gazette des Comores HZK-Presse, le directeur artistique et chorégraphe de la compagnie Tché-Za, Salim Mzé

Hamadi, est revenu sur le festival de danse "Ntso Uziine", dont la 2e édition démarre la semaine prochaine. La première édition, tenue en 2016, devait se tenir initialement cette année nous explique-t-il. Mais les opportunités se sont présentées et bousculé les plans: « Nous avons attrapé la chance qui s'est présentée

à nous, avec le soutien de l'ancien directeur de l'Alliance française de Moroni ».

Le jeune artiste, qui a reçu les applaudissements du Président de la République lors de la cérémonie d'ouverture de la quatrième édition du Festival des arts contemporains des Comores, dit craindre le manque de financement qui «risque de freiner non l'organisation, mais la réussite et l'accueil ». Raison pour laquelle Seush appelle les autorités et les "fans des arts et de la culture" à y mettre du leur afin de faciliter l'organisation de cette manifestation régionale.

Le 1er novembre au Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) se tiendra une table ronde. Une rencontre dans laquelle, dit-il, tous les artistes de musique, de peinture, de danses et/ou de tout autre domaine artistique et culturel comorien, "anciens, nouveaux ou amateurs"

vont se concerter sur le respect de l'art et le professionnalisme de celui qui le pratique.

« Dire que l'évolution d'un artiste est due à la chance n'est pas respecter son art. La création artistique, c'est le temps de gestation, alors jugeons par les efforts. (...) La production artistique vaut un résultat financier; un artiste devrait pouvoir vivre de ses créations », assure Salim Mze Hamadi. Pour les besoins du festival, le Cclb et le Casm ont librement accordé leurs espaces. Une contribution dont se réjouit le directeur artistique de Tché-Za qui entend amener la danse dans les quartiers, au plus près de la population, pour dit-il, éduquer la société et travailler pour une ouverture d'esprit: « Il nous faut prendre la parole et oser dire ce qui ne va pas et appuyer ce qui va ».

Kamal Gamal (stagiaire)



APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

Ouverture du marché des fournisseurs d'accès et de services Internet en l'Union des Comores.

Dans le cadre de la libéralisation du marché des communications électroniques en l'Union des Comores, l'ANRTIC souhaite consolider et pérenniser l'environnement concurrentiel existant en introduisant des acteurs susceptibles de compléter l'offre des opérateurs par des services complémentaires.

Pour cela, l'ANRTIC s'est doté des outils réglementaires et techniques nécessaires pour accueillir toutes les personnes physiques ou morales souhaitant s'établir comme fournisseur d'accès et de services internet notamment, l'arrêté N°18/010/MPTPNTIC/CAB portant fixation des taxes de constitution et de traitements de dossier des opérateurs soumis au régime de déclaration en Union des Comores. L'ANRTIC exhorte les intéressés à envoyer leurs manifestations d'intérêt en précisant le type de service qu'ils envisagent de fournir à partir de la liste ci-dessous :

1. La fourniture de services Internet dans le cadre de réseaux indépendants (autonomes);
2. Fourniture d'un accès Internet au public à l'aide d'installations fournies par Comores Telecom et / ou TELCO SA;
3. Fourniture de services Internet pour des groupes fermés d'utilisateurs à des clients spécifiques (banques, hôtels, universités, hôpitaux, etc.), à l'aide d'installations fournies par Comores Telecom et / ou TELCO SA.

Pour toutes informations complémentaires, les intéressés sont priés de s'adresser à l'adresse suivante ou prendre contact à partir des numéros mis à disposition :

ANRTIC Moroni - Oasis Grande Comore
Contact ANRTIC: contact@anrtic.km
Tel: 00 269 337 08 92 ou 00 269 334 13 76



Salim Mze Hamadi

JEUX DES ÎLES DE L'Océan Indien (Jioi 2019)

Et si on revoyait le coût de son organisation ?

Alléger le coût autour de l'organisation des Jeux des îles de l'Océan indien (Jioi), Michael Glover y songe. Cet ancien directeur du Comité d'Organisation des Jeux des îles (Coji) de Maurice prône une formule innovante, dans le souci de préserver ce grand rassemblement de la sous-région qui pourrait disparaître si rien n'est fait tant il pèse lourd dans le portefeuille. «Pourquoi pas ? C'est une réflexion.

Le débat est ouvert. Aux Comités Nationaux Olympiques d'apprécier », répond Ibrahim Ben Ali, président du Cosic. «Si on maintient les Jioi dans leur formule actuelle, il est certain que nous assistons aux derniers Jeux, la principale raison étant le coût de l'organisation... C'est pourquoi les Comores, et sans doute même Madagascar, ne pourront pas les organiser dans les années à venir », explique Michael Glover, ancien directeur du Comité d'Organisation des Jeux des îles (Coji) de Maurice de 2003 dans la presse mauricienne au sujet des Jioi.

Au départ, la présence des cinq disciplines sportives suffisaient pour qu'un pays/île prétende à abriter les Jeux. « Jusqu'en 2012, la pro-



Le président du Cosic Ibrahim Ben Ali

cédure n'était pas complexe », rapporte le patron du Comité Olympique et Sportif des îles Comores (Cosic). La formule authentique a été revue sur proposition du Réunionnais Jean François Beaulieu, à l'époque, patron du Comité International des Jeux (Cij).

Enorgueillis par les infrastructures sportives modernisées existantes chez eux, les Réunionnais ont lancé le projet d'élargir les sports à inviter (par rapport au pays hôte) et l'ont défendu bec et ongles, sans tenir compte de la réalité économique des autres alliés.

Face au coût faramineux des Jeux et à leur politisation, Michael Glover aurait soumis une nouvelle formule conciliatrice en 2003, notamment retenir les disciplines moins chères mais populaires comme la pétanque. Mais 15 ans après, force est de constater que le

dossier s'empoussière toujours dans un tiroir. L'option d'une décentralisation est-elle adaptée ? Le président du Cosic bondit : « Il convient de revenir à l'esprit des Jeux : distraction, fraternité, enthousiasme,... Volley-ball ici, football là-bas, Pétanque de l'autre côté,... les Jeux risquent de se transformer en championnat. Ce qui suscitera moins d'ambiance. L'Olympisme, c'est plusieurs disciplines sportives au même lieu et au même moment ».

L'ex ministre mauricien voit d'un très mauvais œil le colossal budget engagé par son pays pour les Jioi 2019 : « La somme engagée pour la 10e édition des Jeux est déraisonnable (Rs 700 millions). C'est indécent ». Notre interlocuteur mauricien met également en doute le rôle du Comité national d'Organisation des Jeux des îles : «Le Coji délègue toutes ses responsabilités (levée de fonds, restauration, hébergement, hôtels à la place des villages olympiques, etc.) à des compagnies. Pour moi, le Coji n'a plus sa raison d'être. (...) Peut-être même que la 10e édition (Jioi 2019) que Maurice accueillera, l'an prochain, sera la dernière », conclut M. Glover, pessimiste.

Bm Gondet



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Société Nationale des Postes et des Services Financiers (S.N.P.S.F)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société Nationale des Postes et Services Financiers (SNPSF) lance un avis d'appel d'offres en vue de la sélection d'un cabinet d'expertise comptable pour la révision de ses comptes annuels.

Le cabinet adjudicataire assurera la mission de commissaire aux comptes pour un mandat de 6 ans, couvrant les prochains exercices 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

La procédure de passation du marché applicable est l'appel d'offres ouvert tel qu'il est défini dans la loi N° 11-027/AU portant code des marchés publics et des délégations de service public en Union des Comores.

1. La SNPSF sollicite des offres sous pli fermé de la part de cabinets répondant aux qualifications requises pour fournir la mission de commissaire aux comptes. Les produits livrables sont à remettre à la SNPSF Moroni-Port BP 5000 Moroni dans un délai de 30 jours.

2. Les cabinets intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres sur le site de la SNPSF (www.snpsf.com) ou à l'adresse ci-après : SNPSF Moroni-Port BP 5000 Moroni de 7h 30 à 14h 30 du lundi au jeudi, de 7h30 à 11h le vendredi et de 7h 30 à 12h le samedi. Ils peuvent également l'obtenir par adresse e-mail : secretariat@snpsf.km

3. Les offres devront être déposées à l'adresse ci-après : SNPSF Moroni-Port BP 5000 Moroni, au plus tard le 10/11/2018. Les offres remises au-delà de la date et heure indiquée ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des cabinets présents à l'adresse ci-après SNPSF Moroni-Port BP 5000 Moroni à 14h le jeudi 15 novembre 2018.

4. Les offres doivent être valides pendant une période de un mois suivant la date de dépôt des offres.

A Moroni, le 20/10/2018

Programme des Nations Unies pour le développement

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un nouveau projet d’approvisionnement en eau résilient aux changements climatiques assurera l’approvisionnement en eau potable de 450 000 personnes aux Comores



Au service des peuples
et des nations

« Les enfants auront de l’eau à boire, les agriculteurs pourront cultiver avec succès et nourrir leur famille, et nous pourrions adapter notre économie et notre société aux risques de catastrophes posés par le changement climatique », a déclaré le Ministre Moustadroine Abdou au sujet de l’approbation par le Conseil d’Administration du Fonds Vert pour le Climat d’un projet novateur soutenu par le PNUD.

19 octobre 2018, Comores - Dans un Petit État insulaire en développement comme les Comores, l’eau, c’est la vie. Grâce à une nouvelle subvention de 41,9 millions de dollars américains du Fonds vert pour le climat (GCF), le Gouvernement des Comores, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et une large coalition d’autres acteurs internationaux, intensifient leurs efforts pour garantir un approvisionnement en eau résilient au changement climatique pour 450.000 personnes, une étape audacieuse dans la définition d’une voie durable vers un développement résilient au changement climatique, sobre en carbone, pour un pays où 80% de la population rurale vit toujours dans la pauvreté.

« Ce nouveau projet touchera directement plus de la moitié des habitants des Comores et indirectement 9 personnes sur 10, en s’assurant que les enfants ont de l’eau à boire, que les agriculteurs peuvent faire une agriculture productive / assurer des récoltes fructueuses et nourrir leur famille, et que nous pouvons rendre notre économie et notre société plus résilientes aux risques de catastrophes liés au changement climatique », a déclaré M. Moustadroine Abdou, Ministre de l’Énergie, de l’Agriculture, de la Pêche et de l’Environnement des Comores, chargé de la gestion des ressources en eau. « Ce soutien est essentiel pour concrétiser les engagements mondiaux visant à éliminer la faim, et la pauvreté d’ici 2030 et à atteindre nos contributions déterminées au niveau national exprimées lors de l’Accord de Paris ».

Les impacts du changement climatique menacent de faire régresser les progrès récents en matière de développement aux Comores - où environ 80% de la population rurale dépend de l’agriculture pluviale. Les modèles des Nations Unies indiquent une réduction potentielle des précipitations de la saison sèche pouvant atteindre 47% d’ici 2090 aux Comores, une augmentation des pluies pendant la saison des pluies et une activité cyclonique plus intense.

L’accès aux eaux de surface sur trois des petites îles des Comores est un défi. L’île principale de la Grande-Comore ne dispose pas d’eau de surface, ce qui oblige les villes côtières à exploiter des ressources en eaux souterraines marginales et fortement exposées aux aléas climatiques. Les communautés rurales des hautes terres, qui représentent 50% de la population de l’île, dépendent uniquement de la récupération de l’eau de pluie. Sur les deux îles les plus reculées et les plus pauvres d’Anjouan et de Mohéli, il n’existe aucune ressource en eau souterraine prouvée et la population dépend entièrement de cours d’eau variables en fonction des saisons.

« Avec une capacité de stockage d’eau limitée, nous devons prendre des mesures immédiates pour améliorer notre capacité de collecte et de stockage de l’eau et assurer la gestion durable de cette ressource naturelle essentielle à long terme », a déclaré le Directeur Général de l’Environnement et des Forêts, M. Elamine Youssouf Mbechezi.

Le projet est conforme à la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable des Comores (SCA2D) et à la vision du Gouvernement de réduire la pauvreté et d’élargir l’accès à une eau potable et à des installations d’assainissement fiables et sûres, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, comme les petits exploitants qui dépendent de l’agriculture pluviale pour nourrir leurs familles.

« Ce projet d’une durée de huit ans aboutira à un changement de paradigme national en matière de gestion des ressources en eau, nous permettant ainsi de respecter nos engagements d’augmenter l’approvisionnement en eau de 100% de nos citoyens d’ici 2030 et de fournir à tous nos agriculteurs un accès à l’eau d’irrigation », a déclaré le Ministre Moustadroine Abdou.

Le projet renforcera la gestion des ressources en eau et la surveillance de l’environnement, améliorera la gestion et la préservation des eaux souterraines, étendra les infrastructures de surveillance hydrologique et météorologique, protégera les écosystèmes et régulera le débit des cours d’eau, et intégrera les populations locales dans la gestion des ressources en eau.

Le projet, doté de 60 millions de dollars, sera mis en oeuvre par le Ministère de l’Énergie, de l’Agriculture, de la Pêche et de l’Environnement, chargé de la gestion des ressources en eau, en collaboration avec les autorités insulaires, les prestataires de services d’eau, les associations d’usagers de l’eau, les communautés et leurs partenaires au développement. Une large coalition comprenant la China Geo-Engineering Corporation, le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et le PNUD s’est réunie pour fournir un cofinancement de plus de 18 millions de dollars américains à ce projet, dont une subvention de

2 millions du PNUD, un don en nature de 1,9 million de la China Geo-Engineering Corporation et de 290 000 de FADES.

Le projet permettra d’améliorer la gestion intégrée des ressources en eau dans 32 bassins versants, la surveillance et la gestion de l’eau, de renforcer les capacités de planification de l’eau afin de soutenir des institutions fortes et d’informer un système de tarification de l’eau pour assurer la durabilité, de construire d’importantes infrastructure permettant d’augmenter la résilience des installations d’approvisionnement en eau. Elles pourront ainsi opérer toute l’année pendant les saisons sèche et humide et protéger les personnes des impacts des inondations et de la sécheresse sur l’approvisionnement en eau potable.

Le projet travaillera conjointement avec d’autres projets appuyés par le PNUD aux Comores sur le renforcement de la résilience des Comores face aux changements climatiques et aux catastrophes liées à la variabilité, l’adaptation de la gestion des ressources en eau aux Comores afin d’accroître leur capacité à faire face au changement climatique, l’amélioration de la capacité d’adaptation et la résilience au changement climatique dans le secteur de l’agriculture aux Comores et aider les Comores à faire progresser leur processus de Planification Nationale de l’Adaptation (PNA)

Contribuer à des objectifs globaux

Selon le New Climate Economy Report, plus de la moitié de la population mondiale, soit environ 4,3 milliards de personnes, vit dans des zones où la demande en ressources en eau dépasse l’offre durable pendant au moins une partie de l’année.

« Pour les Petits États insulaires en développement comme les Comores, où la pauvreté constitue un défi majeur, l’accès à l’eau peut faire la différence entre la vie et la mort, entre la prospérité et la pauvreté », a déclaré le Représentant résident du PNUD, M. Matthias Naab.

Avec des fonds provenant de fonds verticaux - y compris le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l’environnement mondial (GEF) et le Fonds pour l’adaptation -, le PNUD a aidé 190 millions de personnes dans le monde à mettre en oeuvre des programmes intégrés de gestion de l’eau pour les masses d’eau douce. Vingt-deux pays ont adopté des pratiques de gestion intégrée des ressources en eau et 46 pays ont amélioré leurs pratiques de gestion des déchets, selon le rapport annuel de l’unité de financement de l’environnement du PNUD pour l’environnement mondial (UNDP Global Environmental Finance Unit Annual Report).

Le PNUD travaille avec les gouvernements pour accélérer leur accès aux fonds verticaux tels que le Fonds vert pour le climat. Une analyse récente indique que les projets soutenus par le PNUD comptent pour 44% du nombre total de bénéficiaires des actions climat financées par le GCF, qui devraient accroître la résilience de 217 millions de personnes dans le monde.

Des mesures immédiates sont prises dans le monde entier pour concrétiser les engagements pris dans le cadre de l’accord de Paris. Le PNUD, en partenariat avec les gouvernements nationaux, des mécanismes financiers tels que le Fonds vert pour le climat, d’autres agences des Nations Unies et une multitude d’acteurs des secteurs public et privé intensifient leurs activités dans le monde entier pour protéger nos populations et notre planète des conséquences catastrophiques des désastres connexes.

« Pour les habitants des Comores, de tels projets permettront aux familles d’accroître leurs moyens de subsistance, d’assurer la santé des enfants et de stimuler leur esprit et de briser le cycle de la pauvreté une fois pour toutes », a déclaré Matthias Naab.

###

À propos de GCF

Le Fonds vert pour le climat (GCF) est un nouveau fonds mondial créé pour soutenir les efforts des pays en développement à relever le défi du changement climatique. Le GCF aide les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s’adapter au changement climatique. Il vise à promouvoir un changement de paradigme en faveur d’un développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique, en tenant compte des besoins des pays particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique.

À propos du PNUD

Le PNUD collabore avec des personnes de tous les niveaux de la société pour aider à bâtir des sociétés capables de résister à la crise, stimuler et maintenir un type de croissance qui améliore la qualité de la vie de tous. Sur le terrain dans près de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective globale et une vision locale pour aider à autonomiser des vies et à bâtir des nations résilientes